



Doc. 12763

06 octobre 2011

Pour des politiques élaborées de lutte contre la drogue: l'exemple du «testing»

Proposition de résolution

déposée par M. Andrej HUNKO et d'autres membres de l'Assemblée

Cette proposition n'a pas été examinée par l'Assemblée et n'engage que ses signataires

La consommation de drogues illicites persiste dans le monde, tout comme ses conséquences sociales. Rien que dans l'Union européenne, l'usage de stupéfiants provoque chaque année 7 000 à 8 000 décès par overdose selon l'Observatoire européen des drogues et des toxicomanies (OEDT).

La *Global Commission on Drug Policy* (commission mondiale sur les politiques en matière de drogue) a récemment conclu que la guerre mondiale contre la drogue était un échec. Pour parer efficacement à cette menace majeure pour la santé publique, elle appelle les gouvernements à remplacer les politiques antidrogue dictées par l'idéologie et la facilité politique par des stratégies responsables fondées sur la science, la santé, la sécurité et les droits humains, afin d'offrir des traitements à ceux qui en ont besoin et de mettre fin à la criminalisation, la marginalisation et la stigmatisation des personnes qui consomment des drogues mais ne portent pas préjudice à autrui.

Etant donné qu'il semble impossible d'interdire dans la pratique la consommation de drogues, le «testing» (contrôle rapide des produits), entre autres mesures possibles, permettrait de traiter différents problèmes liés aux drogues tout en réduisant les risques associés à leur usage et en augmentant l'impact des programmes mis en œuvre sur les consommateurs de tout âge. Cependant, dans la plupart des pays, il ne fait l'objet d'aucune réglementation.

Compte tenu des avantages potentiels des programmes de «testing» et du vide juridique qui persiste à cet égard dans la majorité des pays, l'Assemblée parlementaire devrait étudier la question, examiner les programmes existants et promouvoir l'élaboration d'une législation spécifique servant de base à ce type d'intervention dans les Etats membres du Conseil de l'Europe.

Signé (voir au verso)



Signé¹:

HUNKO Andrej, Allemagne, GUE
ANDERSEN Karin, Norvège, GUE
BAGHDASARYAN Gagik, Arménie, ADLE
BLUM Roland, France, PPE/DC
BONET PEROT Sílvia Eloïsa, Andorre, SOC
BOSWELL Tim, Royaume-Uni, GDE
DONABAUER Karl, Autriche, PPE/DC
FRAHM Pernille, Danemark, GUE
HANCOCK Mike, Royaume-Uni, ADLE
HANSON Margus, Estonie, ADLE
KATRINIS Michail, Grèce, SOC
KOÇ Haluk, Turquie, SOC
KONEČNÁ Kateřina, République tchèque, GUE
MATTILA Pirkko, Finlande, NI
MAYER Edgar, Autriche, PPE/DC
PARFENOV Valery, Fédération de Russie, GDE
ROSOVÁ Tatiana, République slovaque, PPE/DC
RUPPRECHT Marlene, Allemagne, SOC
XUCLÀ Jordi, Espagne, ADLE
ZHIDKIKH Vladimir, Fédération de Russie, GDE

1. ADLE: Alliance des démocrates et des libéraux pour l'Europe
GDE: Groupe démocrate européen
GUE: Groupe pour la gauche unitaire européenne
PPE/DC: Groupe du Parti populaire européen
SOC: Groupe socialiste
NI: non inscrit dans un groupe